

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/33
10 novembre 2001

(01-5613)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

NOUVELLE-ZÉLANDE

Déclaration de M. Jim Sutton
Ministre chargé des négociations commerciales

Tout d'abord, permettez-moi de remercier nos hôtes pour leur généreuse hospitalité. Il n'est pas facile, pour un pays, d'accueillir une conférence de ce genre, et l'excellente organisation appelle toutes nos félicitations.

Le fait même que la présente conférence se tienne en ce lieu témoigne de l'universalité croissante de l'OMC, qui est un principe défendu de longue date par la Nouvelle-Zélande.

Nous nous réunissons à une époque de grande incertitude, marquée par des perspectives économiques préoccupantes pour un grand nombre d'entre nous. D'où la nécessité, plus aiguë que jamais, d'agir – de lancer des négociations qui ne se font que trop attendre. Tel doit être le fruit de la présente réunion.

L'augmentation rapide du nombre de Membres de l'OMC est le signe manifeste que la plupart des pays considèrent que le commerce international est la clé de leur prospérité. À cette fin, ils doivent pouvoir accéder aux marchés grâce à un système équitable de règles commerciales.

Pendant plus de 50 ans, le GATT et, aujourd'hui, l'OMC, ont contribué à la croissance économique mondiale et à l'amélioration du niveau de vie par des séries successives de négociations visant à la libéralisation du commerce et à l'élaboration de règles en la matière.

Cependant, le bilan est fort contrasté. Nous devons veiller à ce que tous les pays puissent tirer profit d'un système commercial plus ouvert.

L'accession de la Chine et du Taipei chinois, lors de la présente conférence, signifie que plus d'un milliard de personnes supplémentaires seront désormais représentées à l'OMC. Depuis la fin du Cycle d'Uruguay, un nombre sans précédent de pays, notamment de pays en développement, a accédé à l'OMC.

C'est pourquoi il est opportun que la présente conférence mette l'accent sur le développement. Parce qu'elle ambitionne d'élever le niveau de vie partout dans le monde, il est temps que l'OMC redouble d'efforts pour contribuer à l'élimination de la pauvreté.

Pendant que se préparait cette réunion, nous avons entendu les pays en développement proclamer que l'accès aux marchés est le meilleur moyen d'atteindre cet objectif. La présente conférence doit être le point de départ d'un cycle sur le développement, et pas seulement en théorie. Laissons les pays mettre à profit leurs points forts et tirer parti de l'accès aux marchés pour leurs marchandises et leurs services.

C'est là que se trouve la raison d'être de l'OMC.

Un solide mandat pour agir dans ce sens devrait être le principal résultat de la présente réunion.

Un tel mandat doit être axé sur les domaines où nos progrès ont été les plus lents. Il est honteux que les derniers secteurs à s'ouvrir soient ceux-là mêmes qui permettraient de contribuer le plus à l'élimination de la pauvreté – je veux parler de l'agriculture, ainsi que des textiles et des vêtements.

Il est indispensable de s'attaquer à la discrimination injustifiable dont l'agriculture fait l'objet. Nous ne pouvons continuer de tolérer une situation où les droits moyens sur les produits industriels sont tombés à 4 pour cent environ, alors que ceux appliqués aux produits agricoles restent situés à plus de 40 pour cent.

D'aucuns soulignent que l'agriculture est au service de divers objectifs des pouvoirs publics. Nous sommes d'accord avec eux. Cependant, nous n'acceptons pas que cela justifie l'adoption de mesures extrêmement protectionnistes et qui faussent les échanges.

Le fait est que les pays industrialisés peuvent se permettre de choisir leur politique. Souvent, les pays en développement n'ont pas ce choix. Il est temps, notamment dans les pays de l'OCDE, de repenser la manière d'atteindre les objectifs des pouvoirs publics sans léser les pays en développement.

Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a pris un certain nombre de mesures à cette fin. Ainsi, le 1^{er} juillet dernier, il a supprimé tous les obstacles restants, sans exception, aux importations de la Nouvelle-Zélande en provenance des pays les moins avancés. Aucun produit n'est soumis à un contingentement et les droits qui subsistent sur les produits provenant des pays en développement sont bas.

Les accords commerciaux multilatéraux ne sont pas une fin en soi. Leur but est d'améliorer les conditions de vie dans les pays qui les ont négociés.

L'orientation et l'objectif de l'OMC sont souvent considérés à tort comme relevant d'une vision étriquée des choses. Ces critiques semblent souvent banales à ceux qui, parmi nous, traitent ces questions jour après jour, et il peut être frustrant de devoir y faire face. Cependant, elles ne sauraient être ignorées.

Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande est d'avis qu'il nous incombe à tous de mieux expliquer que le travail accompli à l'OMC est parfaitement compatible avec ce que font nos collègues d'autres organisations, comme celles qui s'occupent du développement durable ou de la promotion de conditions de travail convenables.

Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande tient à ce que les normes du travail soient mieux intégrées aux accords commerciaux, mais non, et j'insiste sur ce point, au détriment de l'accès aux marchés pour les pays en développement.

En outre, il est possible de parvenir à une meilleure cohérence entre les travaux réalisés à l'échelle internationale sur les questions commerciales et les objectifs environnementaux. Nous voulons le développement économique dans un environnement sain.

Nous aspirons aussi à de meilleures relations de travail entre les organisations internationales, tout en sachant que chacune d'elles servira au mieux l'intérêt général en faisant porter ses efforts sur ce qui fait sa raison d'être.

En conclusion, je tiens à rendre hommage à Stuart Harbinson et au Directeur général, qui ont travaillé sans relâche pour préparer la présente réunion. Le projet de Déclaration constitue une excellente base pour les travaux des prochains jours. Nous devons au monde entier de faire de cette conférence un succès.
